

Participation et empowerment



ACTION DE CARÊME



**Expériences d'Action de Carême à Madagascar
Programme TSINJO AINA**

Approche groupe de solidarité

Comment l'adhésion au groupe de solidarité arrive-t-elle à renforcer la capacité individuelle et collective?

- Madagascar: situation
- Le programme Tsinjo Aina
- L'approche Groupe de solidarité et l'empowerment
- Résultats et changements
- Nos limites

Madagascar – île de l'Océan Indien



ACTION DE CARÊME



1/14 Pays soutenus par Action de Carême

Madagascar : quelques chiffres

- Superficie 587'040 Km², soit 14 fois la Suisse
- Population : 27,6 millions (50,1% femmes)
- PIB (2019) : 12,73 milliards de \$
- 75% de la population vivent sous le seuil de 1,9 \$
- 4^{ème} position en malnutrition chronique



Tsinjo Aina Madagascar



ACTION DE CARÊME

- 7 ONG locales partenaires
29 collaboratrices et 59 collaborateurs
- 12 Régions
- depuis 2000, fin de la phase actuelle en 2023
- cible les plus vulnérables (environ 350 000 personnes dont 52% des femmes)

⏏ Nous ne pouvons pas afficher l'image.

- Objectifs: **désendettement**, autonomisation, droit à l'alimentation
- **Implication et participation de toutes et tous**: hommes, femmes, jeunes durant le processus entier
- **Processus organisationnel à la base**: épargne commune, actions/travaux communs, entraides rotatives

Pourquoi les groupes de solidarité?



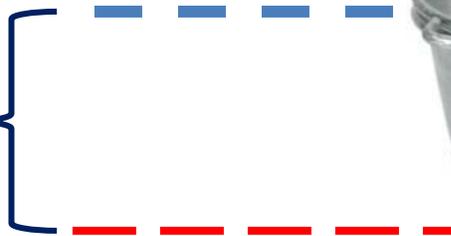
ACTION DE CARÊME

Revenus propres, aides,
autres ressources
financières



Bien vivre

Manque



Dettes

Argent – argent
Argent – produits
Produits – produits

Métayage

Le propriétaire a droit à
50% de la production

Vente à bas prix et (r)achat plus cher

Besoins d'argent liquide → vente à la récolte
Achat plus cher à la période de soudure



1- Colmater les trous

- Organisation en groupe
- Règlement intérieur
- Épargne commune
- Crédit interne

2- Améliorer les revenus

- Commencer par la production de nourriture (agriculture familiale)
- Renforcer la capacité pour revendiquer leurs droits : mise en réseau

Les groupes de solidarité

- ...sont fondées sur un ensemble de valeurs communes dont la **solidarité** est au cœur
- ...ont pour objectif premier de réduire les pertes liées au service de la **dette**
- ...organisent les gens en **groupements** et en **réseaux**
- ...commencent par des **activités communes** pour aborder les questions clés et offrent un espace pour **discuter des problèmes**
- ...permettent l'**autonomisation** (*empowerment*) de leurs membres et peuvent créer un dynamique en faveur d'un changement transformateur
- ...ne fournir que de l'**accompagnement** et de la formation
- ...recrutent souvent des ressources humaines au sein de la population cible

GS: de la création jusqu'à l'autonomisation

ETAPES

Animation
initiale



Création du
GS



GS Actif



GS Avancé



GS
Autonome

ACTIVITES

Conscientisation sur les difficultés
Proposition de solution (GS) par
les animatrices et animateurs

Règlement intérieur
Election des membres de bureau

Epargne commune
Crédit interne

Epargne commune, crédit interne
Membres libérés d'une des deux pertes
Actions communes, Entraides rotatives

Epargne commune, crédit interne
Actions communes, Entraides rotatives
Tous les membres sont libérés des deux pertes

NIVEAUX DE PARTICIPATION

Information

Implication

Partenariat

ACTIVITES

Niveaux de participation

Réseaux de
GS

Action de développement local
Partage d'expériences entre les GS

Partenariat

Délégation
partielle de
pouvoir

Enjeux - défis

| Enjeux - défis | Actions entreprises |
|---|---|
| Participation des plus démunis | Animation, sensibilisation ciblées |
| Pouvoir de décisions | Formation rôles de responsabilité, encourager les femmes, convaincre les hommes |
| Accès aux ressources | Epargnes, prêts, ... |
| Restauration des valeurs culturelles (solidarité, entraide, amour du prochain) | Sensibilisation |
| Accompagnement et suivi | Stratégie de retrait d'une localité |

Résultats en chiffres 2020

- 11 836 GS accompagnés, 80 096 hommes et 94 637 femmes (175 individus, soit **plus de 350 000 personnes touchées** directement)
- 3 548 réseaux de GS
- **90 000 membres désendettés** : 42 918 hommes et 47 204 femmes
- 5 365 GS Autonomes depuis 2017
- Taux de prise de responsabilité des femmes (62%)

Changements constatés au niveau individuel

- Augmentation de la résilience financière
- Accès à l'épargne et emprunts ; Désendettement ; Aucune dépendance
- Amélioration de l'estime de soi
- Bien être psychosocial

Changements constatés au niveau du ménage

- Prise de décision commune entre hommes – femmes
- Satisfaction des besoins essentiels
- Accès aux mains d'œuvre grâce aux entraides
- Amélioration des conditions de vie

Changements constatés au niveau du GS

- Participation des femmes aux discussions et aux prises de décision
- Inclusion des plus marginaux
- Création de confiance
- Appui mutuel

Changements constatés au niveau de la communauté

- Identification des problèmes
- Initiative à organiser et à agir
- Participation aux activités de développement : actions collectives
- Etablissement des règles communautaires plus équitables

Vidéo – témoignage (2'55)



ACTION DE CARÊME

Leçons apprises

- ❑ Conviction → participation → ownership
- ❑ Ne fournir que des accompagnements, formations, conseils (pas de dons matériels ou financiers)
- ❑ Difficulté de s'assurer de la transmission de la totalité des informations vers les acteurs-bénéficiaires sur le terrain
- ❑ Sensibilisations spécifiques pour les très pauvres, les femmes et les jeunes

- ❑ **Montant de l'épargne modeste**, il faut du temps et/ou des activités supplémentaires pour permettre un grand changement de niveau de vie
- ❑ **La stratégie défensive pour les plus vulnérables est efficace et pertinente**, mais il faut continuer à développer l'approche pour aider ces plus pauvres et vulnérables à avoir plus de moyens pour sortir de la pauvreté
- ❑ **Insuffisance des organismes d'appui**, niveau de vie amélioré = nouveaux besoins
- ❑ **Absence de l'Etat**, à qui demander le respect des droits si l'État n'est guère présent ?



ACTION DE CARÊME



Merci



Évaluation de l'impact des approches des groupes de solidarité d'Action de Carême à Madagascar et au Sénégal

Les groupes de solidarité (GS) utilisent l'épargne et le crédit comme porte d'entrée pour créer un filet de sécurité et promouvoir des processus d'autonomisation dirigés par les communautés. En 2018, une équipe de l'«Institute of Development Studies» (IDS) à Brighton (Angleterre) a évalué l'impact des programmes de GS soutenus par Action de Carême au Sénégal et à Madagascar. L'évaluation combinait les contributions de la variable sur l'impact (contribution scores), les données d'enquête et une recherche qualitative approfondie.

Le présent document est un résumé du rapport d'évaluation, dont l'intégralité peut être obtenue auprès de Benno Steffen (steffen@fastenopfer.ch).

1. L'approche des groupes de solidarité d'Action de Carême

Action de Carême soutient des GS dans plusieurs pays, notamment au Sénégal et à Madagascar, en collaborant avec des organisations partenaires locales qui assurent la formation et l'animation de ces groupes. Les programmes basés sur les GS visent à inclure les couches les plus démunies de la population qui sont souvent exclues d'autres programmes. Leur approche est une forme d'assistance préventive plutôt qu'axée sur les opportunités. Leur stratégie s'explique parfois par l'analogie d'un seau qui fuit : verser plus d'eau dans un seau troué - par exemple en transférant des actifs à des ménages déjà accablés par de lourdes dettes ou vulnérables à des catastrophes récurrentes - n'aura aucun effet durable tant que les fuites (pertes et vulnérabilité) ne sont pas colmatées.

Dans les groupes de solidarité, les activités financières servent à construire des groupes forts, plutôt que des groupes servant à permettre des activités financières.

L'approche des GS se distingue des autres approches basées sur des groupes qui utilisent des outils financiers et ciblent les personnes démunies et marginalisées. Dans les GS, les activités financières servent à renforcer les groupes mais ne constituent pas un moyen de créer des opportunités financières. Les activités financières entreprises (épargne et crédit) jouent un rôle de facilitation important dans la promotion des processus de changement, mais ne sont pas la raison d'être du groupe. Les groupes créent une caisse d'épargne commune qui sert de filet de sécurité pour les membres. Plus les groupes se renforcent, plus ils contribuent au développement de la communauté, à son autonomisation et à la mise en œuvre des processus de changement.

Les GS représentent une alternative unique aux nombreux programmes de microfinance dont les résultats sont décevants. Les membres versent des contributions en espèces ou en nature dans un fonds collectif (caisse d'épargne commune, calebasse ou grenier commun) et les fonds deviennent la propriété du groupe. Les prêts sont consentis à partir du fonds commun, sans intérêts ou à faible taux d'intérêts. Ces prêts sont destinés à être utilisés par les membres pour répondre à leurs besoins fondamentaux, tels que se nourrir, payer les frais de scolarité ou faire face aux situations d'urgence. Ils permettent également d'éviter l'exploitation et d'échapper à l'endettement.

Certains groupes organisent aussi des activités économiques collectives telles que l'agriculture et le commerce de groupe. Les GS ne reçoivent d'Action de Carême et de ses partenaires ni subvention ni autres apports que de la formation et de l'animation.

Les approches des groupes de solidarité au Sénégal et à Madagascar : similaires mais différentes

Action de Carême soutient les GS depuis le début des années 90, notamment à Madagascar depuis 1998 et au Sénégal depuis 2005. Les GS sont au cœur des deux programmes pays fondés sur des principes communs, partageant les mêmes objectifs, fonctionnant de la même manière, mais comportant également d'importantes différences. Au Sénégal, les groupes comptent 45 membres en moyenne dont 86 % sont des femmes, tandis qu'à Madagascar les groupes comptent en moyenne 14 membres dont 51 % de femmes. A Madagascar, tous les membres s'engagent à épargner le même montant (argent, riz, céréales, produits artisanaux) dans la caisse commune à chaque réunion. Le montant de la contribution est fixé de telle sorte que même les membres les plus pauvres puissent participer. Au Sénégal, la contribution des membres est très différente : la calebasse est recouverte d'un linge blanc et chaque membre dépose sur une base volontaire une somme inconnue. Au Sénégal, des groupes organisent également le commerce de groupe - achats collectifs d'aliments et d'articles ménagers, vendus aux membres à des prix plus bas - dont les bénéfices vont à la calebasse. Le programme de Madagascar, quant à lui, promeut plus activement le travail commun sur les champs l'agriculture collective, l'agriculture collective et l'application des méthodes agro écologiques dans le but de stopper le recours à de coûteux intrants polluants, tels que les pesticides et les engrais chimiques.

En plus de fournir ces services à leurs membres, les GS travaillent à construire des communautés plus cohésives et plus équitables, en commençant par établir des règles d'équité et d'égalité au sein des groupes. Les membres bénéficient d'un espace de discussion et de résolution de problèmes et sont encouragé·e·s à rétablir les liens avec les valeurs communautaires traditionnelles de solidarité. Organisés en groupes, les membres peuvent aussi agir collectivement afin d'apporter des améliorations au sein des communautés, soit par eux-mêmes, soit en influençant la politique locale afin de revendiquer et défendre leurs droits. Les GS sont encouragés et soutenus à former des réseaux plus vastes et à aider d'autres groupes. La majorité d'entre eux sont maintenant intégrés dans des réseaux.

Les impacts les plus importants concernent l'accès aux prêts, à l'épargne et à l'entraide. Les impacts varient selon les pays.

Chaînes d'impact des GS (théorie)

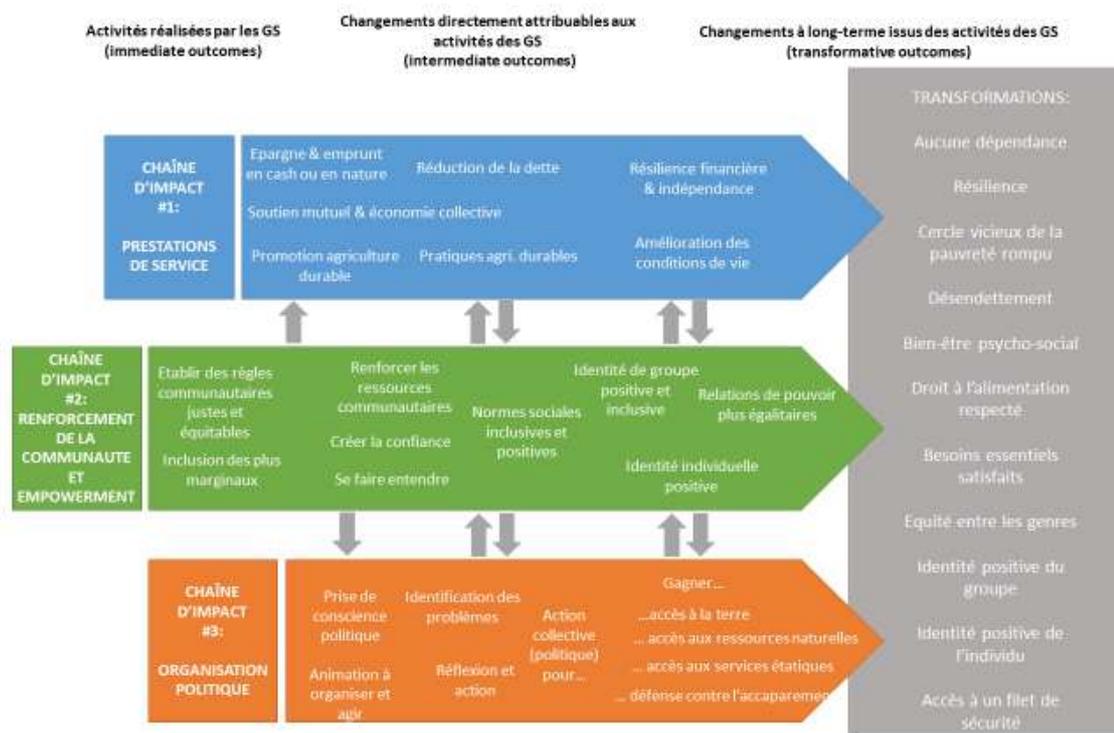


Figure 1. Fonctionnement théorique des groupes de solidarité (théorie du changement simplifiée)

Les GS ont pour objectif de générer des changements par le biais de trois chaînes d'impact, comme le montre la figure 1. Ils visent à fournir aux membres des services de qualité, notamment l'accès à des prêts équitables en cas de nécessité, à construire des communautés plus cohésives et favoriser leur autonomisation et à susciter des changements "politiques" au niveau local par le biais d'activités de plaidoyer et de lobbying. Ces trois chaînes peuvent générer une série d'impacts transformateurs au fil du temps.

2. Méthodologie

Un processus participatif a permis de clarifier la théorie du changement du programme (illustrée à la figure 1). Afin de faire ressortir la diversité des impacts possibles et d'identifier les multiples cheminements qui pourraient mener des activités des groupes à tels impacts, l'évaluation a été réalisée en combinant des méthodes qualitatives et quantitatives et en se basant sur des données recueillies en octobre et novembre 2018.

Sur le plan qualitatif, 13 groupes de discussion (focus group) composés de membres des GS au Sénégal et à Madagascar et 10 groupes de discussion composés d'animateurs et animatrices ont été formés. Au total, 50 membres et 48 animateurs et animatrices ont pris part aux groupes de discussion. En outre, 11 informateurs et informatrices clés (fonctionnaires locales/locaux, enseignant·e·s, sages-femmes, maires, etc.) ont été interrogé·e·s pour donner un point de vue extérieur sur l'importance des GS.

Sur le plan quantitatif, 402 membres des GS choisi·e·s au hasard et 110 membres du groupe témoin (voisin·e·s) ont été interrogé·e·s. L'enquête était composée de questions avec des items de réponse sur une échelle de Likert à 5 niveaux (de «tout à fait d'accord» à «pas du tout d'accord») pour énumérer 9 domaines d'impact différents: les ressources de la communauté, la conscience politique, l'action collective, l'inclusion et l'exclusion, l'autonomisation, les relations de genre, l'aide financière, les pratiques agricoles ainsi que la sécurité et la résilience. Les caractéristiques démographiques des répondants ont été saisies et la grille d'évaluation en 10 questions du Progress out of Poverty Index (PPI) a été utilisée pour estimer les niveaux de pauvreté relative des personnes interrogées.

Douze questions de l'enquête ont été consacrées au calcul des scores de contribution (CS). Les CS sont des indicateurs indirects d'impact, calculés à partir des autoévaluations des participant·e·s. On leur demande d'indiquer s'ils estiment qu'un changement est intervenu dans un domaine donné et dans quelle mesure le programme a contribué à ce changement. Un score est ainsi calculé et reporté sur une échelle de 0 à 100 (changement x contribution = CS %). Les CS sont toujours positifs à partir du moment où certain·e·s répondant·e·s indiquent que les GS ont contribué à des changements. Dans cette évaluation, plus de 40 % des CS ont été interprétés comme indiquant des impacts «importants», entre 20 et 40% comme des impacts «moyens» et moins de 20% comme des impacts «faibles».

3. Principaux résultats

Dans les deux pays, la majorité des membres des GS n'ont bénéficié que d'une éducation basique ou n'en ont reçu aucune gagnant leur vie grâce à l'agriculture ou le petit commerce (parfois les deux). En moyenne, les membres des GS en sont membres depuis 3,6 ans.

Les données montrent que les programmes des GS dans les deux pays touchent et incluent les personnes les plus marginalisées. La probabilité qu'un ménage membre soit extrêmement pauvre (moins de 1,25 \$US/jour à sa valeur en 2015) est de 28% au Sénégal et de 84 % à Madagascar (un pays beaucoup plus pauvre). Quasiment tous les membres des deux pays vivent avec moins de 5,00 \$US par jour. En moyenne, les membres ne sont pas mieux loti·e·s que les non-membres de leur voisinage immédiat et sont probablement même un peu plus pauvres, ce qui indique que les programmes atteignent leur objectif d'inclure les personnes en grande précarité. Les réponses à l'enquête ainsi que les discussions au sein des groupes montrent également que les GS sont généralement ouverts à toutes et tous, y compris aux plus démun·i·e·s. Néanmoins, au Sénégal, les hommes y adhèrent moins facilement, et à Madagascar, les femmes trouvent parfois l'adhésion plus difficile.

Les CS varient d'un domaine à l'autre. Cela indique que les GS ont des impacts d'une ampleur différente selon les domaines, comme on pouvait s'y attendre (figure 2). Au Sénégal, l'impact le plus important attribuable aux GS est la facilité à accéder à un prêt, suivie de l'entraide entre voisins. A Madagascar, les impacts les plus importants sont l'accès à un endroit sûr pour épargner et la facilité à accéder à un prêt. Au Sénégal, l'impact relativement faible sur l'épargne reflète le caractère unique de collecte de fonds collectifs (contributions volontaires anonymes à la calebasse, voir encadré ci-dessus).

Les CS montrent également que les membres ressentent d'autres impacts importants, tels que l'aide de la communauté, la confiance croissante des membres en leur capacité à changer les conditions socio-économiques de leur communauté, à trouver une voix collective et à améliorer la situation financière de leur ménage. Un examen plus approfondi (par une analyse de régression) a montré que les impacts sont répartis de manière relativement uniforme entre les membres. Dans l'ensemble, les membres les plus pauvres, les plus aisé·e·s, les femmes, les hommes et les membres plus ou moins instruit·e·s ont ressenti des impacts similaires (plutôt que différents).

«En fait, le groupe de solidarité est plus accessible et plus discret que les autres systèmes de crédit» Un membre d'un GS au Sénégal

Les CS montrent cependant que les GS n'ont que peu d'impact dans certains domaines: influence sur la politique locale (dans les deux pays), liberté individuelle des membres (personal freedom) et agriculture durable (au Sénégal).

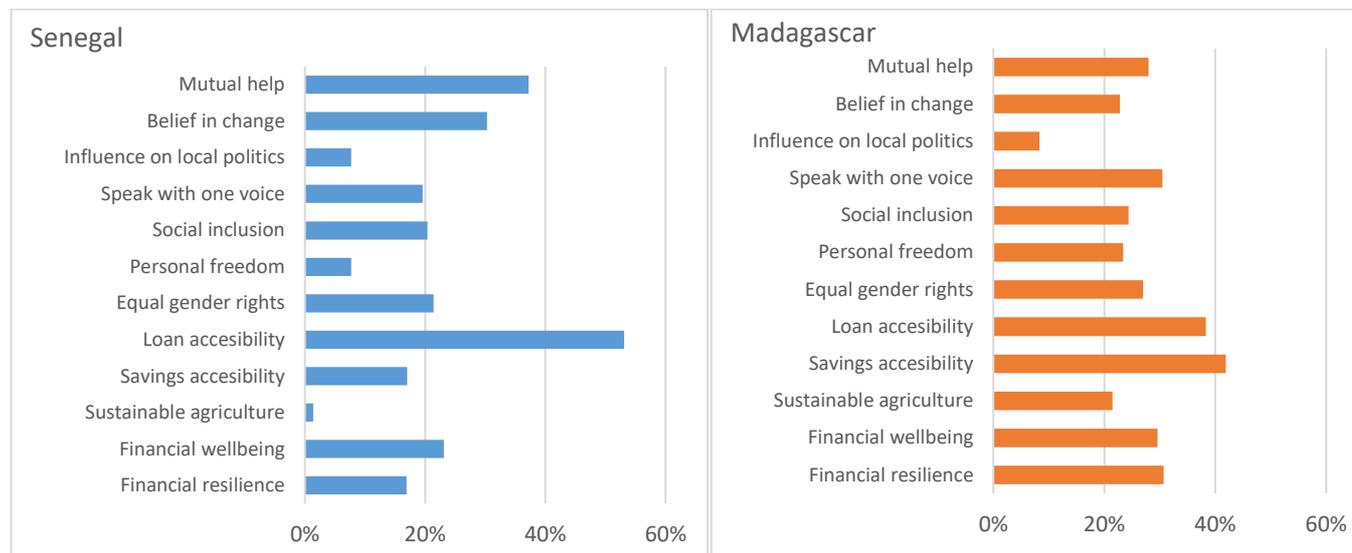


Figure 2. Moyenne des contributions

Les barres sur le graphique représentent l'impact moyen calculé selon les données relevées auprès de tous les membres de chaque pays. Plus la barre est longue, plus l'impact est important.

Les données qualitatives confirment ces résultats. Dans le sondage, il a également été demandé aux membres de décrire les changements positifs ou négatifs les plus importants que les GS avaient apportés. 38% des réponses positives des membres ont fait référence à l'amélioration de l'économie de leur ménage (capacité d'emprunter en cas d'urgence, amélioration des finances du ménage, réduction de la dette), 22% au renforcement de la communauté (solidarité, partage, confiance, aide mutuelle, discussion des problèmes) et 16% à la satisfaction des besoins fondamentaux particuliers (nourriture, fournitures, scolarité, santé). Très peu ont mentionné des changements négatifs (2%). Comme l'a dit un participant à un groupe de discussion au Sénégal, le groupe est très important parce que: «Le groupe de solidarité est plus accessible et plus discret que les autres systèmes de crédit».

4. Dans quelle mesure les GS contribuent-ils à prévenir la faim, à réduire la pauvreté et à améliorer l'accès des membres aux ressources ?

La théorie du changement qui a été développée suggère que la réduction de la dette et de l'exploitation est cruciale pour que les membres puissent échapper à la pauvreté. Ils doivent être en mesure d'assurer la subsistance économique de leur ménage avant de chercher des opportunités économiques.

En l'absence d'une baseline (référence initiale) la réduction nette de la pauvreté ne pouvait pas être estimée avec précision. Cependant, les résultats des impacts positifs importants sur la capacité des membres à accéder à des prêts pour satisfaire leurs besoins fondamentaux ou faire face aux urgences ainsi que leur capacité à épargner de l'argent (à Madagascar) indiquent que les GS donnent à leurs membres des outils importants pour lutter contre les facteurs clés de leur pauvreté. Grâce aux GS, les membres n'ont pas à recourir à des emprunts coûteux qui pourraient les conduire à être exploité·e·s et peuvent réduire leur coût de la vie (au Sénégal aussi grâce au commerce collectif). Les participant·e·s à un groupe de discussion à Madagascar ont déclaré: «La période de soudure est un défi dans notre

Les membres des GS peuvent éviter d'emprunter à des taux usuriers, et peuvent réduire leur coût de la vie. La majorité des membres déclarent ne pas ou plus avoir de dettes à l'extérieur de leur famille ou de leur groupe.

vie à toutes et tous, mais notre groupe examine la situation de chaque membre et décide d'aider les plus démunis. On leur accorde des prêts remboursables selon leurs possibilités». La majorité des membres (entre 61% et 88%) déclare ne pas ou plus avoir de dettes en dehors de leur famille ou de leur groupe. A Madagascar, la majorité des membres affirme avoir mis de l'argent de côté pour les situations d'urgence (ce n'est pas le cas au Sénégal), ce qui permet d'augmenter leur résilience.

En moyenne, on observe des impacts positifs modérés sur les dimensions du bien-être financier et de la résilience des ménages. Les fonds des GS servent de filet de sécurité pour celles et ceux qui sont confrontés à des situations d'urgence soudaines telles que des maladies et réduisent ainsi leur vulnérabilité. Cependant, il faut garder à l'esprit que la plupart des membres sont pauvres, voire extrêmement pauvres: la majorité des membres à Madagascar souffre d'un manque de nourriture, tout comme une minorité significative au Sénégal, et une majorité dans les deux pays se dit inquiète de la situation financière de leur ménage. Les groupes de discussion montrent que l'aide fournie par les GS n'est pas toujours suffisante, mais qu'elle joue un rôle important pour aider les membres à absorber les chocs et à atténuer la période de soudure. Comme l'a dit une participante au Sénégal: «Avant, nous, les femmes, allions jusqu'à vendre nos bijoux pour pouvoir acheter de la nourriture pendant la période de soudure, mais depuis que le groupe existe, on n'a pas eu à le faire». Les GS peuvent également aider les membres à faire face aux catastrophes naturelles, mais les preuves de cet impact se résument à des cas isolés.

Les résultats sont plus mitigés en ce qui concerne l'accès aux ressources. Plusieurs membres au Sénégal (46 %) et à Madagascar (22 %) rapportent que leur communauté a obtenu des améliorations de la part des autorités locales (eau, scolarité, transport et électricité), mais pas toujours grâce aux efforts des GS. Il semble que, dans la pratique, les groupes luttent souvent pour avoir accès aux ressources naturelles, en particulier celles qui sont rares, comme la terre. Les résultats sont mitigés dans le domaine de l'agriculture, où les impacts (CS et données d'enquête) sont modérés à Madagascar et faibles au Sénégal (la promotion du changement agricole est un ajout récent au programme Sénégal). De nombreux ménages souhaiteraient atteindre un meilleur équilibre entre les revenus provenant de sources agricoles et non agricoles et aimeraient recevoir plus de formation. Du côté positif, dans les deux pays, les cultures sont généralement diversifiées (pas de monocultures) et les membres des GS s'entraident pour la gestion de l'exploitation agricole.

5. Dans quelle mesure les GS permettent-ils aux membres de construire leur vie et de générer des changements transformateurs?

La théorie du changement suggère que la création de communautés plus cohésives et inclusives, capables de résoudre collectivement les problèmes et d'exiger des autorités qu'elles trouvent des solutions, permet des changements transformateurs, notamment au niveau du respect des droits.

Les données indiquent des impacts modérés à élevés des GS sur les mesures d'entraide, la croyance en la capacité de changer les choses et le fait d'avoir une voix collective. Dans l'ensemble, les données montrent que les membres des GS évaluent très positivement l'assistance mutuelle, le comportement solidaire et la cohésion communautaire que permettent les GS. Bien qu'ils ne perçoivent pas nécessairement leurs communautés au sens large comme des lieux d'égalité et de solidarité, ils considèrent les GS comme de tels espaces. Comme l'a dit un participant à un groupe de discussion à Madagascar: «Au niveau de la communauté, nous constatons que les membres sont capables de tolérer les erreurs ou les défauts de leurs voisins, contrairement aux non-membres».

Croire au changement et mieux s'organiser pour le promouvoir ne se traduit pas toujours par la capacité d'apporter des changements. Il existe des cas de réussite, mais les réponses apportées aux questions, les groupes de discussion et les entretiens avec les informateurs et informatrices clés n'indiquent qu'un impact assez faible sur la politique locale. Les efforts des groupes se heurtent souvent à des contraintes structurelles. Les activités de plaidoyer et de lobbying exigent des interlocuteurs et interlocutrices accessibles, responsables et dotés de ressources suffisantes. Or, les autorités locales sont souvent éloignées, inaccessibles ou disposent elles-mêmes de trop peu de ressources. Toutefois, les GS peuvent aussi aider les communautés à créer des solutions alternatives d'auto-assistance et être mieux organisées pour saisir les opportunités de changement lorsqu'elles se présentent.

Dans les deux pays, les membres de groupes de solidarité sont confrontés à des inégalités de genre bien enracinées qui favorisent les hommes. En particulier au Sénégal, il semble que les GS offrent aux femmes un espace féminin, dans lequel elles peuvent exercer une plus grande liberté d'action.

En matière d'équité entre les sexes et d'autonomisation des femmes, l'impact est modéré dans les deux pays. Les données ne montrent pas de changements transformateurs, mais suggèrent une variété d'effets. A Madagascar, il

semble plus facile pour les hommes que pour les femmes de rejoindre un groupe et les femmes sont moins susceptibles d'occuper des postes à responsabilités dans les GS. Cependant, dans l'ensemble, les membres de Madagascar font état de changements positifs plus importants en termes d'équité entre les sexes. Au Sénégal, en moyenne 7 membres sur 8 sont des femmes et de nombreux groupes sont exclusivement féminins ; à Madagascar, les femmes et les hommes sont représentés de manière quasi paritaire.

Dans les deux pays, les GS et leurs membres sont confrontés à des inégalités de genre bien enracinées qui favorisent les hommes et qui sont difficiles à faire évoluer. Les données suggèrent qu'au Sénégal, les femmes membres bénéficient d'un meilleur accès à certains modes d'assistance et d'entraide que les hommes (relativement peu nombreux) qui rejoignent les GS. Il arrive que les hommes s'auto-excluent («les GS sont une affaire de femmes»), mais parfois les femmes les dissuadent également de participer. C'est particulièrement le cas au Sénégal, où il semble que les GS offrent aux femmes un espace féminin dans lequel elles peuvent exercer une plus grande influence et participer à des activités qui profitent à leur famille au sens large, sans remettre en question les normes de genre bien établies. Cependant, ces groupes de femmes manquent de ressources provenant des hommes (financières et autres).

6. Quels méthodologies et outils sont essentiels pour obtenir des impacts?

Les deux programmes pays varient par leur taille et leur mixité (parité femmes-hommes). A Madagascar, les fonds des groupes proviennent de contributions fixes et égales alors qu'au Sénégal, un système idiosyncratique (peut-être unique) de contributions volontaires et anonymes est en place. Au Sénégal, la plupart des groupes ont développé les achats groupés pour les communautés, tandis qu'à Madagascar, ils organisent l'assistance mutuelle dans l'agriculture. Au Sénégal, la promotion de l'agriculture durable est récente; à Madagascar, le programme développe une stratégie agricole depuis 2008. Au Sénégal et à Madagascar, les programmes fonctionnent de manière similaire mais différente, ce qui explique certaines différences de l'impact, en particulier au niveau de l'épargne (plus importante à Madagascar), de l'aide mutuelle (plus importante au Sénégal), du genre (mixte) et de l'agriculture (très faible au Sénégal).

7. Conclusion

L'approche des GS est fondée sur le travail en groupe et l'utilisation des ressources financières, qui fonctionne avec des personnes très pauvres. Les activités financières servent à la construction d'un filet de sécurité collectif et au renforcement de la cohésion sociale et de l'action collective.

Cette évaluation a révélé que les GS contribuent de façon significative à réduire les pertes et la vulnérabilité de leurs membres. Pour revenir à l'analogie du seau, les GS aident les membres de façon importante à colmater certaines «fuites», en facilitant l'entraide et en fournissant de précieux services. L'évaluation a également permis de constater que les GS contribuent à renforcer la cohésion sociale des communautés, ce qui peut avoir des effets transformateurs sur les membres. Cependant, les GS sont moins efficaces lorsqu'ils sont confrontés à des contraintes structurelles, ce qui peut être le cas lorsqu'ils revendiquent l'accès aux ressources ou contestent les normes de genre bien enracinées. Dans ce cas, le fait de renforcer les réseaux de GS peut jouer un rôle important (les réseaux n'ont pas été pris en compte dans la présente étude).

Les GS privilégient les pratiques de solidarité qui aident les plus démunis à faire face aux situations d'urgence, à joindre les deux bouts, à résoudre les problèmes collectivement et à s'entraider. En tant que stratégie préventive - la sécurité d'abord, l'opportunité après -, ils contribuent à réduire la pauvreté en augmentant les ressources (financières, sociales, culturelles) disponibles pour celles et ceux qui n'ont pas d'autres filets de sécurité.

A propos d'Action de Carême: Action de Carême (Fastenopfer) est une ONG suisse affiliée à l'Église catholique. Fondée en 1966, elle est active dans 14 pays pour l'autonomisation des personnes ainsi que le renforcement de la société civile et des mouvements sociaux. Action de Carême a commencé à travailler avec des GS il y a plus de 20 ans. Elle soutient des GS en Inde, à Madagascar et au Sénégal en travaillant avec des organisations partenaires locales. Au total, 11 des 14 programmes pays d'Action de Carême comportent au moins un projet ayant comme composante l'épargne collective même si les objectifs, les groupes cibles et les approches varient d'un pays à l'autre. Les GS constituent donc l'un des éléments du large ensemble constitué par les projets d'épargne collective soutenus par Action de Carême.

A propos de l'IDS: L'Institute of Development Studies (IDS) est une organisation mondiale de recherche et d'apprentissage basée à Brighton, au Royaume-Uni. Fondé en 1966, l'institut compte plus de 200 employé·e·s et 300 étudiant·e·s. L'IDS mène des recherches universitaires et appliquées sur le développement mondial, souvent en étroite collaboration avec la société civile locale, les gouvernements, les ONG internationales, les citoyen·ne·s, les donateurs et donatrices, les chercheurs, chercheuses et de nombreux autres acteurs et actrices. En partenariat avec l'Université du Sussex, l'IDS est classé premier dans le domaine des études sur le développement.





Oser le changement – Promouvoir

la justice dans le monde



ACTION DE CARÊME

Façonnons l'avenir ensemble

Violations des droits humains, déplacements de paysannes et de paysans, injustices et exclusion, dégradation des moyens de subsistance due aux changements climatiques, tels sont les champs d'intervention d'Action de Carême. Notre mission est de permettre à tout le monde d'aspirer à une vie digne, tout en tenant compte des limites écologiques. Au travers d'approches efficaces de coopération au développement, nous soutenons des projets en Afrique, en Asie et en Amérique latine, qui s'alignent sur l'Agenda 2030 des Nations Unies.

Action de Carême s'attaque aux causes et aux conditions de la pauvreté grâce à une expertise avérée et à sa capacité d'innovation. Dans les pays du Sud, nous accompagnons les populations les plus démunies. En Suisse, nous sensibilisons déjà un quart des habitant·e·s à cette cause, dont un certain nombre d'acteurs et actrices politiques et économiques. Les pages qui suivent vous donnent un aperçu de notre travail. Ensemble, façonnons un avenir durable pour les générations futures !

Cordialement,
Bernd Nilles



*Bernd Nilles, directeur
d'Action de Carême*



Pour un monde plus juste, sans faim ni pauvreté

Fondée en 1961 par des associations de jeunesse catholiques, *Action de Carême* est aujourd'hui une organisation de développement suisse reconnue. Avec 60 collaborateurs et collaboratrices à Lucerne, Lausanne, Lugano et Genève, et un réseau de partenaires dans le monde entier, *Action de Carême* est forte d'une longue expérience de travail avec des organisations locales qui œuvrent directement sur le terrain. Outre des fonds institutionnels (DDC, communes, cantons, fondations) et des contributions ecclésiastiques (paroisses, communautés religieuses), *Action de Carême* est financée en grande partie par des dons privés. Certifiée par le label ZEWO depuis 1969, 90 % de ses fonds sont affectés directement à ses projets.



Action de Carême s'engage pour un monde plus juste au travers de 300 projets dans 14 pays. Elle accompagne des femmes et des hommes de toute origine et religion, qui prennent leur destin en main et s'engagent dans des démarches collectives pour s'affranchir, par leurs propres moyens, de la faim, de la pauvreté et de l'injustice. Dans nos projets, nous veillons à préserver les ressources naturelles et à en promouvoir un usage durable, tout en respectant les cultures et les conditions locales. Nos partenaires de terrain sont des organisations triées sur le volet, que nous accompagnons de manière continue et rapprochée afin de garantir le meilleur soutien possible à la population bénéficiaire. Qu'il s'agisse de sécurité alimentaire, de droits humains ou d'égalité entre hommes et femmes, nos projets sont conçus, mis en œuvre et optimisés au niveau local afin de pouvoir être reproduits ailleurs.

En Suisse aussi, *Action de Carême* milite pour des structures politiques et économiques plus justes et équitables. Elle conjugue campagnes annuelles, activités de sensibilisation ciblées et matériel de formation pour alerter l'opinion sur les conditions de vie difficiles des personnes défavorisées, visant à cet égard, tant une prise de conscience qu'un passage à l'action. Suivant le thème, ce dernier peut prendre la forme d'une pétition, d'une action spécifique ou d'une initiative, mais aussi d'une collecte de fonds classique, indispensable à la poursuite de nos activités.



Au Burkina Faso, des femmes défrichent leurs champs pour éviter la prolifération des mauvaises herbes.



Au cours des douze dernières années, quinze grandes mines d'or ont vu le jour au Burkina Faso, déposédant de nombreuses familles de leurs terres.

Action de Carême en chiffres*

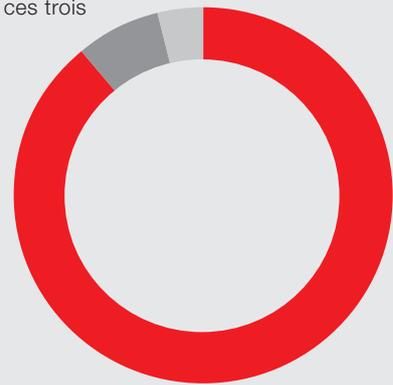
Moyenne des charges de ces trois dernières années en CHF

23 129 055

Frais directs des projets
88,9 %

Recherche de fonds
7,3 %

Charges administratives
3,8 %



* Chiffres de 2019

16 500
groupes d'épargne

ont été créés en Afrique, Asie et Amérique latine, et leur essor ne fléchit pas. Les groupes d'épargne renforcent les communautés, constituent un filet de sécurité et créent un espace propice à l'éclosion de nouvelles initiatives.

77 000
personnes

ont pu se libérer de leurs dettes ces dernières années, à Madagascar, grâce aux groupes d'épargne et au terme d'une démarche qui dure en moyenne deux ans.

328 000
femmes

sont touchées par les projets d'Action de Carême en Afrique, Asie et Amérique latine. Parmi les populations en détresse, les femmes sont souvent défavorisées et exclues des processus décisionnels.

1 906 730
hectares au Brésil

soit près de la moitié de la superficie de la Suisse, ont été rendus accessibles aux communautés grâce à l'obtention de titres de propriété. Elles peuvent désormais les cultiver en toute légalité pour subvenir à leurs besoins.

1,7
million de personnes

sont interpellées par notre Campagne œcuménique annuelle en Suisse et sensibilisées à des sujets tels que l'accaparement des terres, les atteintes aux droits humains ou le droit à l'alimentation.

Agenda 2030 et changement de paradigme

Le revenu mondial est réparti de manière inégale. Les plus pauvres (40 % de la population) ne perçoivent que 5 % du revenu mondial, alors que les plus riches (20 %) en accaparent 75 %. Un tiers des personnes les plus défavorisées vivent dans des États fragiles où elles manquent d'un accès à l'éducation, aux soins de santé de base, à des ressources permettant de subvenir à leurs besoins essentiels, aux droits fondamentaux ainsi qu'à des possibilités de développement. Il faut donc apporter des réponses aux profondes inégalités sociales qui existent entre les pays, les générations et les sexes.

Les effets négatifs des changements climatiques et l'épuisement des ressources naturelles aggravent cette situation inique, d'autant plus que les plus démunis en sont les premières victimes, alors qu'ils en sont les moins responsables. Face à ces multiples enjeux, la priorité pour *Action de Carême* consiste à éradiquer la faim que vivent ces personnes, à réduire leur pauvreté et à garantir leur accès aux ressources vitales. Elle vise ainsi une distribution équitable et une utilisation durable des biens communs tels que l'eau, la terre, les forêts et l'énergie. Cette transformation doit se faire à travers des structures et des groupes de la société civile constitués au niveau communautaire et renforcés par leur mise en réseau. En effet, ce n'est qu'en s'unissant que les plus défavorisés ont la possibilité de faire entendre leur voix et d'accomplir des progrès sur le long terme.

À cet égard, *Action de Carême* inscrit son action dans le cadre de l'Agenda 2030 des Nations Unies et de ses 17 Objectifs de développement durable, exigeant aussi des pays industrialisés qu'ils repensent le développement. La promotion de ce changement, tant en Suisse que dans les pays du Sud, fait partie intégrante de notre travail quotidien.

Nos pays d'intervention

Action de Carême est présente dans **14 pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine**. L'appui ponctuel dispensé à des projets isolés dans les pays les plus pauvres a cédé progressivement la place à une coopération systématique et durable avec des organisations locales. Les échanges entre les régions et leur mise en réseau, permettent des apprentissages continus. *Action de Carême* soutient, par exemple, des communautés dans leur lutte biologique contre les parasites, dans l'utilisation de semences locales, dans l'obtention de titres de propriété de leurs terres ou dans la pratique d'une pêche durable. Nos projets encouragent aussi nos partenaires au Sud à mettre en place des structures équitables et de la société civile pour agir sur le plan politique.

En Suisse, *Action de Carême* en appelle à davantage de solidarité entre le Nord et le Sud dans ses actions de sensibilisation, dont la plus importante est la Campagne œcuménique, menée depuis 50 ans en collaboration avec *Pain pour le prochain* et *Être partenaires*, du mercredi des Cendres à Pâques.

GUATEMALA



Au Guatemala, la pauvreté reste étroitement associée à l'appartenance ethnique. Ce sont ainsi les groupes indigènes qui souffrent le plus de la faim, de la discrimination et de la violence.

HAÏTI

Catastrophes naturelles, changements climatiques, techniques agricoles inadaptées et mauvaise gouvernance, mettent la population haïtienne à rude épreuve. De ce fait, l'alimentation de 3,6 millions de personnes est constamment menacée.

COLOMBIE

Depuis des décennies, la population colombienne est déchirée par un conflit interne qui n'a toujours pas été résolu. 4,3 millions de personnes ont été chassées de force par l'armée et la guérilla.



Trouvez plus d'informations sur nos programmes pays sur www.actiondecareme.ch/pays

INDE

Le gouvernement met en œuvre ses politiques au détriment de l'environnement et des plus démunis, en particulier des hors-caste, comme les Adivasis et les Dalits. Pour survivre, ils contractent des crédits, qui les mènent à l'esclavage pour dettes.

SUISSE

L'adoption d'un mode de vie plus durable et des structures politiques et économiques plus équitables peuvent contribuer à un monde meilleur, en particulier pour les personnes les plus défavorisées.

NÉPAL

La discrimination à l'égard des femmes et des hors-caste est très forte et de nombreux progrès doivent encore être accomplis. Les catastrophes naturelles récurrentes et l'instabilité politique font toutefois obstacle aux avancées.

BURKINA FASO

Dans cette jeune démocratie, le contexte sécuritaire reste très instable. La population rurale est continuellement confrontée à des problèmes économiques, aggravés par l'exploitation démesurée de l'or.

LAOS

Les ressources naturelles sont spoliées, les monocultures supplantent les forêts et l'érosion s'accroît. Les récoltes de riz ne durent que la moitié de l'année. Les principales victimes en sont les minorités ethniques des régions de montagne, en particulier les femmes et les enfants.

KENYA

C'est surtout l'élite qui tire profit de l'essor économique. En revanche, la population rurale est endettée et marginalisée. Les troubles ethniques et politiques perturbent la paix du pays.



PHILIPPINES

La distribution de la richesse et des terres est très inéquitable. Sous l'effet des changements climatiques, de plus en plus de typhons dévastent le pays, détruisant les maisons et les sources de revenus des pêcheuses, pêcheurs et paysans.



SÉNÉGAL

Après des décennies de surpêche pratiquée par des chalutiers européens et asiatiques, les ressources halieutiques des côtes du Sénégal sont épuisées. Les changements climatiques et la désertification rendent la tâche des agriculteurs et agricultrices toujours plus difficile.

RD CONGO



Le pays est riche en ressources naturelles, mais 50 % de sa population vit dans une pauvreté extrême. Plusieurs provinces sont victimes de violents conflits persistants, dus notamment à la présence de gisements de minerais.

MADAGASCAR

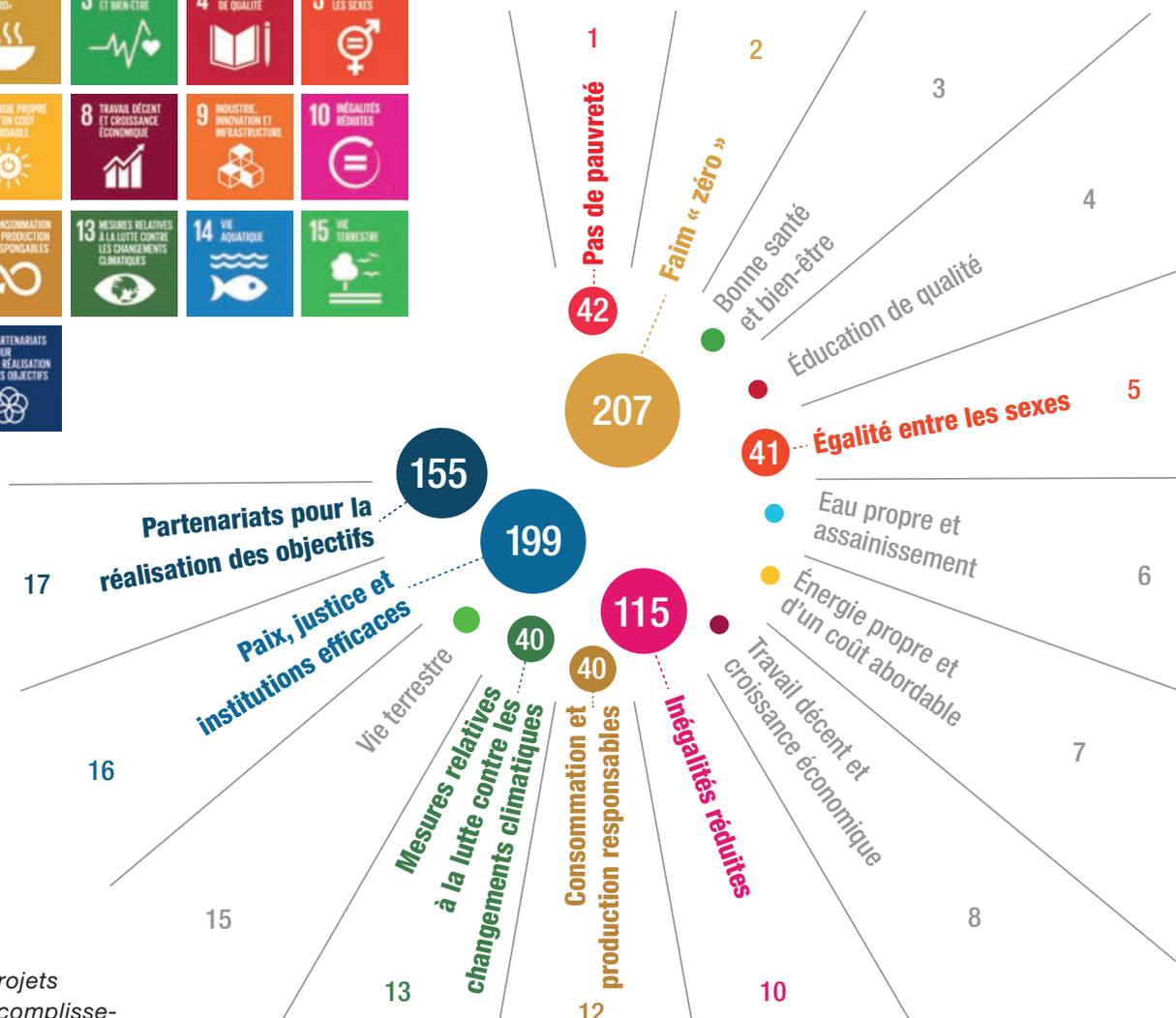
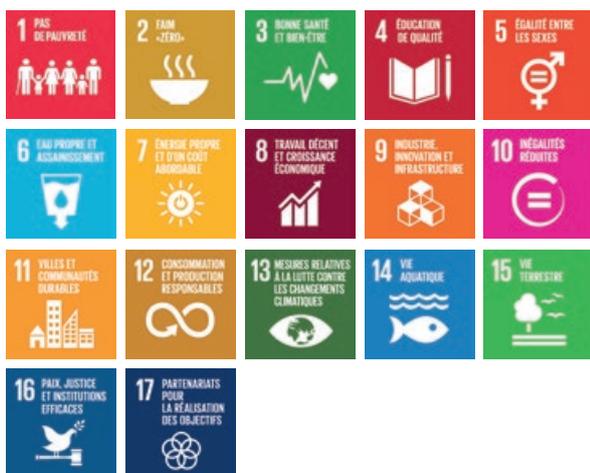
La population est livrée à elle-même sur cette île qui compte parmi les pays les plus pauvres du monde. Plus de la moitié des enfants souffrent de malnutrition et une personne sur trois seulement a accès à l'eau potable.

ODD* et programmes

internationaux

La durabilité et la justice pour toutes et tous sont loin d'être acquises. Sur la base de ce constat, Action de Carême complète ses programmes pays par trois programmes internationaux – Justice alimentaire, Énergie et justice climatique ainsi que Matières premières et droits humains – axés sur un changement sociétal particulièrement urgent.

*Objectifs de développement durable



98 % de nos projets œuvrent à l'accomplissement d'au moins un ODD.



Justice alimentaire

Actuellement, l'agriculture paysanne produit 70 % des denrées alimentaires consommées dans le monde. Une proportion, toutefois, en recul : les politiques agricoles et commerciales mondiales misent sur la croissance et, avec elle, sur la production industrielle d'aliments et de semences, ce qui prive de plus en plus les familles d'agricultrices et d'agriculteurs de leurs moyens de subsistance et de leurs revenus. Cette évolution affecte en particulier les femmes, qui sont souvent responsables de l'alimentation et de la préservation des semences paysannes. L'agro-industrie accapare les terres et l'eau indispensables à la production alimentaire locale. Les semences à haut rendement, coûteuses et rarement adaptées aux caractéristiques locales, entrent en concurrence avec la grande variété de semences indigènes résistantes aux conditions climatiques. Les accords de libre-échange contraignent les pays à adopter des lois strictes sur les semences dont seules les entreprises semencières tirent profit : les agricultrices et agriculteurs ne sont plus autorisés à utiliser leurs propres graines et, s'ils ne respectent pas la loi, celles-ci leur sont confisquées, comme cela s'est déjà produit en Colombie et au Guatemala.

La Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans de 2018 défend notamment les semences paysannes et la biodiversité. Sur cette base, *Action de Carême* et ses partenaires d'alliances nouées en Suisse, en Afrique australe et en Asie du Sud-Est, demandent des conditions-cadre qui promeuvent l'agroécologie, une agriculture à petite échelle et le respect des semences indigènes.



Pour plus d'informations :
www.actiondecareme.ch/droit-a-l-alimentation



Matières premières et droits humains

L'exploitation effrénée des ressources naturelles telles que l'or, le cuivre ou le cobalt, a de lourdes conséquences pour les populations des régions défavorisées. Lorsque des gouvernements misent principalement sur l'extraction minière pour stimuler la croissance économique, les communautés locales sont souvent dépossédées de leurs moyens de subsistance. Les personnes concernées par l'exploitation minière ne sont pratiquement jamais impliquées dans les processus décisionnels, mais en supportent les coûts sociaux, écologiques et économiques. Les femmes, responsables du bien-être de leurs foyers, sont particulièrement dépendantes des ressources naturelles telles que l'eau, la forêt ou la terre. Lorsque les populations lésées défendent leurs droits, elles se voient menacées et criminalisées.

Action de Carême soutient des organisations partenaires et des groupes de femmes en Afrique du Sud, au Brésil et en Colombie, qui dénoncent les abus et exigent le respect des droits des populations concernées, en particulier le droit à la participation aux processus de prise de décision. En Suisse, ce programme international œuvre pour que les entreprises suisses respectent l'environnement et les droits humains aussi à l'extérieur de nos frontières.



Pour plus d'informations :

www.actiondecareme.ch/economie-durable/matieres-premieres

16 PAIX, JUSTICE
ET INSTITUTIONS
EFFICACES



Énergie et justice climatique

Les mesures annoncées par la communauté internationale pour limiter le réchauffement climatique à 1,5 degré C ne sont pas suffisantes. La transition vers des sources d'énergie durable et socialement acceptable est indispensable. Toutefois, même l'utilisation d'une énergie respectueuse de l'environnement peut s'avérer problématique. Au Brésil, il a été démontré que les méga-projets hydroélectriques privent souvent les communautés locales de leurs moyens de subsistance. Des villages entiers sont inondés par les lacs de barrage. Les communautés déplacées ne perçoivent aucune indemnité et n'ont pas accès à l'énergie produite par ces ouvrages. Or, il n'y a pas de justice climatique sans énergie renouvelable produite de manière socialement acceptable.

En Colombie, nos partenaires produisent de l'énergie renouvelable qui tient compte des contraintes sociales. Cette production énergétique respectueuse du climat doit également figurer à l'agenda politique. *Action de Carême* relaie la voix des communautés concernées auprès des instances internationales où se décide la politique climatique. Les représentantes et représentants de ces communautés peuvent ainsi formuler des revendications visant à améliorer leur situation. En Suisse, nous menons des campagnes et exerçons des pressions afin que notre pays instaure une politique climatique à la hauteur des enjeux. Enfin, au niveau individuel, nous encourageons les citoyennes et citoyens à réduire leur empreinte écologique.



Pour plus d'informations :

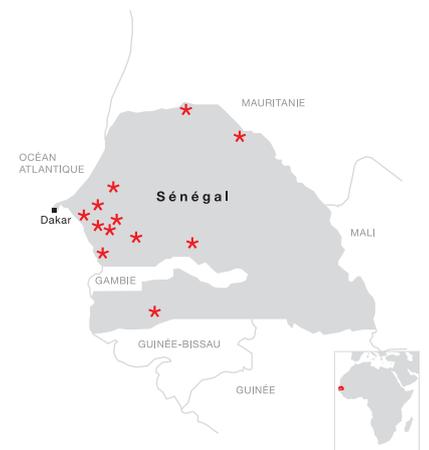
www.actiondecareme.ch/droit-a-l-alimentation/energie

Nous soutenons des personnes qui prennent leur destin en main

Groupes d'épargne et de solidarité : l'exemple du Sénégal

Les femmes d'un village sénégalais de 800 habitant·e·s, forment des groupes d'épargne, aussi appelés les « calebasses ». Elles bénéficient ainsi de prêts pour subvenir à leurs besoins urgents en matière de santé, d'éducation et d'alimentation. En douze ans d'existence, leurs calebasses n'ont cessé de réaliser des projets pour améliorer la situation du village. Par exemple, alors que l'école menaçait de s'écrouler et que les enfants devaient s'asseoir par terre, car les chaises et pupitres étaient hors d'usage, les groupes d'épargne ont décidé d'accorder un crédit pour financer non seulement de nouveaux meubles, mais aussi du matériel scolaire. Actuellement, plus de 800 groupes de solidarité, bénéficiant à plus de 200 000 membres, ont été créés au Sénégal.

Action de Carême a aussi introduit l'approche des groupes d'épargne solidaires et autogérés à Madagascar, en Inde et au Burkina Faso, en tenant compte des contextes culturels. L'épargne collective peut prendre la forme d'argent, de riz ou de céréales. Chaque membre verse une contribution à la mesure de ses possibilités dans un récipient choisi à cette fin, une calebasse dans le cas du Sénégal. Les réunions des groupes sont des rencontres festives, durant lesquelles les membres gèrent l'épargne collective et octroient des prêts – souvent sans intérêt – aux personnes dans le besoin. Ces groupes, légalement constitués, sont dirigés par un comité et tiennent une comptabilité. Cette approche constitue un filet de sécurité pour les membres, qui peuvent réintégrer dignement le circuit économique et retrouver la force de prendre leur destin en main. Elle crée aussi un terreau favorable à un changement sociétal, qui permet l'éclosion de projets de développement communautaire.





« Auparavant, quand je manquais d'argent et que je devais emprunter pour faire face à une urgence, j'étais contrainte de voyager en pirogue jusqu'à l'île voisine, Bassoul. Je ne pouvais alors pas travailler et étais donc privée de revenus. Tout le monde au village savait que je m'y rendais pour emprunter de l'argent, c'était dégradant. En outre, les intérêts exorbitants m'empêchaient de me désendetter. Désormais, lorsque je manque d'argent, je peux me rendre chez la présidente de la calebasse, ici au village, et demander un prêt. Elle consulte la caissière et un sage du village pour savoir si la calebasse peut m'octroyer un crédit sans intérêt. »

Tel est le témoignage de Soukeyna Niane, mère de sept enfants, qui gère un petit commerce sur l'île sénégalaise de Thialane. Sur l'image, elle tient une calebasse, dont l'écorce séchée sert traditionnellement de récipient. Utilisée par les groupes d'épargne, elle en est devenue le symbole.

Partenariats et alliances

Action de Carême entend s'appuyer sur une base aussi vaste que possible et œuvrer continuellement au renforcement de la coopération au développement. Dans cet esprit, nous sommes impliqué·e·s dans diverses alliances, telles que Claro, éducation 21, Alliance Sud (groupe de réflexion et d'action commun de six organisations suisses actives dans la politique de développement), Transparency International, Fair Unterwegs et l'Alliance climatique suisse, pour ne citer que celles-ci. Nous sommes également membre fondateur de Fairtrade Max Havelaar.

Par ailleurs, *Action de Carême* a mis sur pied les trois programmes internationaux – Justice alimentaire, Énergie et justice climatique ainsi que Matières premières et droits humains – afin de pouvoir offrir un soutien plus large et flexible, répondant ainsi à un besoin toujours important. Cette approche nous permet de mettre en œuvre des changements à long terme dans des domaines thématiques de grande envergure. Il va de soi que nous continuons à réaliser, dans nos différents pays d'intervention, des projets au sens classique qui permettent à de nombreuses personnes d'améliorer leurs conditions de vie.

Des raisons convaincantes en faveur d'un partenariat avec Action de Carême :

- Nous évaluons et déterminons où nous pouvons être d'une réelle utilité et avoir un véritable impact.
- Nous encourageons l'autonomisation par le renforcement des structures de la société civile.
- Nous nouons des partenariats stables et sur le long terme afin d'assurer la durabilité de notre travail.
- Nous disposons d'un excellent réseau et travaillons en étroite collaboration avec des organisations et des institutions tant locales qu'internationales.
- Nous veillons à une gestion rigoureuse et efficiente de nos ressources et assurons un rapportage transparent.

Nous nous réjouissons de travailler avec vous en faveur d'un monde plus juste.

Partenaires en Suisse



Partenaires internationaux

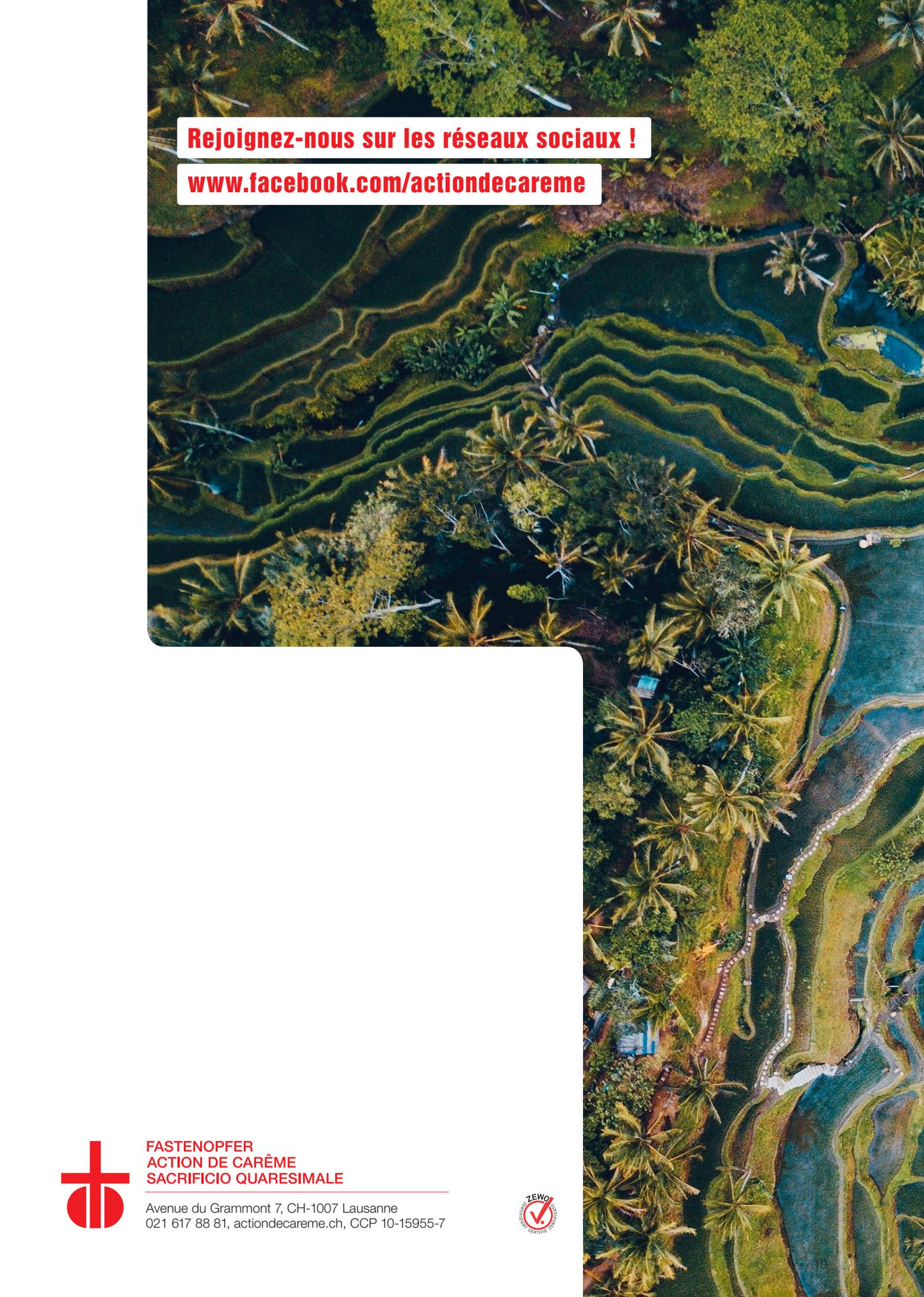


Collectivités publiques (exemples)



Si votre fondation, votre commune ou votre canton souhaite devenir partenaire d'Action de Carême, nous serions ravi-e-s de recevoir votre appel ou votre courriel.





Rejoignez-nous sur les réseaux sociaux !

www.facebook.com/actiondecareme



**FASTENOPFER
ACTION DE CARÊME
SACRIFICIO QUARESIMALE**

Avenue du Grammont 7, CH-1007 Lausanne
021 617 88 81, actiondecareme.ch, CCP 10-15955-7

